

Je ne crois pas un mot qui sort de votre bouche. Jacques Chirac s'adressant à Netanyahu

le journal des retraité·e·s de Chaumont

 <https://www.facebook.com/syndicat.cgt.retraites.chaumont/>



Syndicat **CGT** des retraités de Chaumont - 24 avenue du Général Leclerc 52000 Chaumont - N° 367 - Samedi 2 décembre 2023

BUDGET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE : DIX-NEUVIÈME ARTICLE 49.3 !

SÉCU ET DÉMOCRATIE

Malgré de beaux discours gouvernementaux sur la préservation de notre système de protection sociale, le budget de la sécurité sociale 2024, c'est austérité et flicage des arrêts maladie. Le gouvernement veut réduire à tout prix le déficit public, quitte à détruire notre Sécurité sociale. Baisse des dépenses sociales, compression de celles de la santé. La hausse prévue de 3,2 % du budget est bien en dessous de l'inflation. Les fermetures de lits vont donc continuer, les déserts médicaux s'étendre, l'accès aux urgences est de plus en plus difficile, le manque de personnel criant.

Tout est fait pour pousser les usagers vers des assurances privées, leur imposer de nouveaux prélèvements, diminuer les remboursements. Macron met en place le modèle de santé des États Unis : pas d'assurance privée, pas de soins.

Notre sécurité sociale est aussi ruinée par les multiples exonérations de cotisations sociales dont bénéficient les ultra-riches et les grandes entreprises. C'est un cadeau de 77 milliards qui leur est fait pour 2024, des cotisations indûment nommées "CHARGES patronales".

Le budget 2024 poursuit la logique libérale austéritaire au détriment des besoins et de la santé de la population. Le gouvernement minoritaire a encore usé et abusé du 49.3 pour éviter le vote des députés. Ils ont été empêchés 19 fois de voter des budgets.

Le Parlement est bâillonné et les électeurs se demandent aujourd'hui à quoi cela peut bien servir d'aller voter. Dix-neuf 49.3, sommes-nous toujours en démocratie ?

MARIE-ROSE PATELLI

JEUDI 21 DÉCEMBRE

LE SYNDICAT **CGT** DES RETRAITÉS DE CHAUMONT

VOUS INVITE À UN APRÈS-MIDI CONVIVAL,
GOÛTER-DÉBAT ET... CHANSONS

Le syndicalisme retraité, son rôle dans la cité

RENDEZ-VOUS À 15H CHAUMONT

SALLE ROBERT GENEST (AU CAVALIER)



CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

"Nous ne voulons plus compter les mortes." Des milliers de personnes, dont beaucoup portaient une touche de violet, la couleur du féminisme, ont manifesté samedi 25 novembre à Paris et dans les grandes villes [contre les violences faites aux femmes](#), en réclamant au gouvernement des moyens supplémentaires. Pour cette Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, associations féministes et syndicats ont appelé à manifester dans toute la France pour une meilleure protection des femmes victimes de violences. ■

**GAZA : LES DÉMOCRATIES
OCCIDENTALES COUPABLES DE
COMPLICITÉ DE GÉNOCIDE P 2**

**CHAUMONT HABITAT, HAMARIS :
TOUT VA TRÈS BIEN...**

GREENWASHING ET HYPOCRISIE

Ces derniers mois, le gouvernement français :

- a fait raser des arbres pour construire une autoroute dans le sud-ouest de la France, en réprimant les opposants au projet,
- a prolongé l'usage du glyphosate,
- a décoré le PDG de Total qui multiplie les projets écocidaire,
- a autorisé de nouveaux projets pétroliers,
- a tenté de dissoudre les Soulèvements de la Terre, grand mouvement écologiste,

Et, en même temps, Macron s'est rendu dans le Jura -en avion-... pour planter un arbre !

MIMI





Gâte-sauce

“ Cabotiner, c'est jouer faux. C'est ouvrir un sac à malices au lieu de faire monter la sauce. ” (Orson Welles)

Un État se venge jusqu'à l'excès d'une exaction commise en réaction à une repoussante occupation à l'abri du déni veule d'une communauté internationale endormie dans son confort tranquille. Aujourd'hui, place au troc à la boucherie du coin : j'échange un Jacob contre cinq Ibrahim, la peau de Samuel pour celles des Süleyman du quartier ! Au poids vif de la viande kascher séchée après l'abattage, halal exempté de sang... Ironie biblique que ce David abusant de ses missiles étasuniens en se prenant pour le Goliath de Judée, géant aux pieds fragiles embourbés dans la vase de l'ignominie, laissant les frondes et les pierres aux démunis désespérés d'un Canaan ensanglanté.

“ N'as-tu jamais connu ce plaisir aigu, brutal, d'avoir vaincu un ennemi ? Écraser. Mépriser. Le rendre petit si tremblant qu'on ne peut s'empêcher de se sentir puissant. ” disait G. Saucier, une qui ne se trompe pas d'ingrédients pour fustiger les agissements des rois de ce monde.

Vain dieu ! N'est-ce pas contre cela qu'il faut hurler notre détresse, se faire l'écho de l'imprécation des victimes de tous bords, qu'il faut anathématiser le grand capital, seul profiteuse d'un avenir condamné pour toutes les populations d'une région martyre ? Face aux ruines et aux désolations d'un conflit par trop meurtrier, était-il judicieux d'attiser les braises d'une guéguerre locale aux risques évidents de détourner les énergies des vrais questionnements que devrait se poser tout individu ayant la moindre conscience ?

Mais face à ce qui n'est rien d'autre qu'un génocide, il en est certains qui ont une vision bien étriquée de notre société, égarant leur temps si précieux en polémiques débiles, à juvénaliser les comportements légitimes de celles et ceux qui n'ont pas de leçons d'engagement à recevoir. Aurions-nous à supporter les éructations d'un cuistot vomissant une exclusion partisane, plus à l'aise dans sa tambouille spirituelle méprisante qu'à proclamer sa solidarité envers un peuple décimé ? Quelle tristesse !

Comment veux-tu, Camarade, que la mayonnaise prenne quand la finalité d'une lutte humanitaire s'efface derrière les chatouillis intellectuels d'un commis de cuisine aux desseins plus qu'obscurs.

BERNARD BLUM 29 novembre 2023

GAZA : LES DÉMOCRATIES OCCIDENTALES COUPABLES DE COMPLICITÉ DE GÉNOCIDE

Dans les camps de Sabra et Chatila, en septembre 1982, c'est sous la protection de l'état-major israélien que les phalanges chrétiennes libanaises massacrèrent en moins de trois jours entre 500 et 3000 civils palestiniens, pour la plupart des femmes et des enfants. L'ONU alors avait qualifié les faits d'acte de génocide.

A Gaza, depuis le 7 octobre et l'attaque du Hamas, l'armée israélienne a bombardé nuit et jour, la bande de Gaza et sa population, causant la mort de plus de 15 000 Palestiniens, essentiellement des civils, dont 6 000 enfants et 3 000 femmes. On compte aussi 1 500 enfants disparus, pour la plupart vraisemblablement ensevelis sous les décombres. Une soixantaine de journalistes, une centaine d'employés de l'ONU. Du jamais vu.

La tuerie ininterrompue pendant sept semaines s'est effectuée sous le regard et sous la protection des démocraties occidentales.

Car dès le début de l'opération militaire, le camp occidental a couvert totalement son allié en l'assurant d'un appui inconditionnel. Et cet appui avait valeur de feu vert pour toutes les dérives, pourtant prévisibles, de la part du gouvernement d'extrême droite au pouvoir à Tel Aviv.

De même, pour assurer la liberté de mouvements à son allié israélien, le clan occidental s'est opposé systématiquement à toutes les demandes de cessez-le-feu au conseil de sécurité de l'ONU, tandis que, sur le plan militaire, les Etats-Unis déployaient deux porte-avions au large des côtes gazaouies.

A l'issue de la trêve décrétée le 24 novembre, l'armée israélienne n'ayant remporté aucun succès décisif en un mois et demi de bombardements intensifs, se prépare à reprendre ses opérations. Elle se propose de détruire le sud de la bande de Gaza avec le même aveuglement méthodique qui a déjà ravagé le nord de cette enclave. Le sud de Gaza où, aujourd'hui, s'entasse l'essentiel de la population gazaouie.

L'horreur de l'attaque initiale du Hamas ne suffit plus à masquer l'horreur de l'action militaire israélienne. Les populations, en Europe comme aux États-Unis, manifestent leur opposition à la poursuite des bombardements. Mais parmi les gouvernements des pays occidentaux, en dehors de l'Espagne et de la Belgique, rares sont les voix qui expriment la moindre réprobation.

En 1948, la "catastrophe" de l'exode palestinien qui a suivi la création de l'état d'Israël, la Nakba, s'est soldée par un bilan d'environ 13 000 morts, majoritairement civils.

Depuis 75 ans, l'histoire palestinienne est jalonnée de tragédies. Mais jusqu'à ce jour, jamais encore le nombre des victimes n'avait dépassé celui de 1948.

Comment ne pas qualifier de génocidaires, des représailles qui, sous le couvert d'une riposte, poursuivent en fait l'objectif ouvertement affiché par certains membres du gouvernement israélien d'une nouvelle Nakba, qui achèverait le processus d'expulsion initié en 1948 ?

A. FELLNER



L'INFLATION PREND À LA GORGE LES MÉNAGES

Les prix alimentaires restent au plus haut dans les supermarchés, selon le baromètre du panéliste Circana. Pas de dégrue significative sur les étiquettes. L'inflation dépasse toujours les 22% sur 2 ans, constate Le Monde. «Nous n'avions pas recensé autant de ménages sous le seuil de pauvreté depuis des décennies», écrit le directeur d'études de la Fondation Abbé Pierre.

Alors qu'un Français sur trois ne mange plus à sa faim, les groupes de l'agroalimentaire n'ont jamais fait autant de profits sur le dos des consommateurs. Danone, Nestlé ou Unilever affichent des marges exceptionnelles, tout en imposant des prix très bas aux producteurs agricoles. Il faut que les pouvoirs publics encadrent les prix et suppriment la TVA sur les produits de première nécessité. Bien se nourrir est un droit qui n'est pas reconnu. Le problème, c'est la pauvreté. La solution, ce sont des salaires et des pensions indexés sur l'inflation.

PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE : LES HABITANTS DES ZONES RURALES EN PREMIÈRE LIGNE

En France, selon l'Observatoire national de la précarité énergétique, la précarité énergétique concerne 5,6 millions de foyers et les habitants des zones rurales y sont particulièrement confrontés. Hellio, acteur de référence en France de la maîtrise de l'énergie, a mené une étude en partenariat avec l'Ifop et l'Association des maires ruraux de France, pour cerner et mesurer les attentes des Français et, notamment, des habitants des communes rurales, concernant les moyens à mettre en œuvre par les maires pour réduire la facture énergétique.

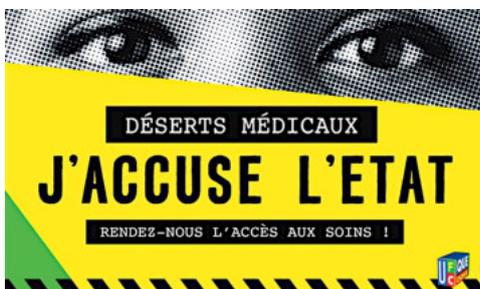
- 54% des ruraux ont déjà renoncé à chauffer leur logement par manque d'argent, contre une moyenne nationale de 42% ;
- 91% des ruraux sont également inquiets quant à l'évolution des prix de l'énergie (moyenne nationale 74%) ;
- 84% des ruraux sont favorables au retour du bouclier énergétique sur le gaz (76% pour l'ensemble des Français) ;
- 86% des habitants des communes rurales sont satisfaits de leur maire (71% pour l'ensemble des Français) ;
- 83% des ruraux estiment que les écoles doivent faire l'objet d'une rénovation prioritaire (85% pour l'ensemble des Français)

JO : DEPLACEMENT DE POPULATION

Les CHRS, Centres d'Hébergement et de Réinsertion Sociale font l'objet d'une enquête, afin de déterminer le nombre de places susceptibles d'être vacantes durant la période des J.O. L'objectif est de pouvoir déplacer des personnes en situation d'exclusion, SDF, immigrés, de la région parisienne vers la province. Ces personnes ne se fondent pas bien dans le décorum des festivités et il faut les effacer du tableau idyllique de la France.

Regroupées en « cohortes », c'est le terme employé qui renoue avec une triste histoire, elles seront acheminées par wagon dans des centres de triage, Strasbourg pour notre région, pour être ensuite dirigées vers des CHRS ayant des places disponibles. Tout ceci au mépris des démarches engagées par rapport à leur situation administrative, les projets d'insertion, les attentes de régularisation.

Lors de la COP 20, en juillet, à New Delhi, certains médias s'étaient émus du comportement du gouvernement indien qui avait dressé des bâches pour dissimuler les bidonvilles proches des parcours empruntés par les officiels. Mêmes maux, mêmes remèdes. « Cachez ces pauvres que je ne saurais voir ».



83 % DES FRANÇAIS RÉSIDENT DANS UN DÉSERT MÉDICAL

Depuis plus de 10 ans l'UFC-Que Choisir ne cesse de sonner l'alerte sur les inégalités d'accès aux soins en France. Aujourd'hui, elle publie une nouvelle étude qui montre l'aggravation criante de ces inégalités en actualisant sa [carte interactive](#). Après des années de négociations auprès des décideurs politiques qui restent sans réponse, elle saisit aujourd'hui le Conseil d'État pour faire constater et sanctionner la coupable inaction gouvernementale, et enjoindre l'État à prendre les mesures à la hauteur des enjeux. Elle invite les Français à consulter sa [carte interactive](#) et à soutenir son action en signant et partageant en masse sa [pétition « Accès aux soins : j'accuse l'État »](#).



CHAUMONT HABITAT, HAMARIS : TOUT VA TRÈS BIEN...

Pas une semaine sans que nous ne soyons contactés pour des problèmes dans les logements sociaux de ces deux bailleurs. Il fait 15 degrés au 31/12 rue Ampère et la porte d'entrée claque à tous les vents.

Des toits de la cité du Bassigny sont de véritables piscines qui diffusent l'humidité sur les murs et les plafonds.

Dans la "célèbre" tour d'Ashton où la porte d'entrée, avec interphone, ne fonctionne toujours pas, ce serait à cause de locataires indéliques, selon le directeur-adjoint de Chaumont Habitat. Or cette porte n'a jamais fonctionné. De plus, la seconde porte, censée éviter l'entrée du froid dans les parties communes, a été retirée lors de l'aménagement d'un local par un opérateur privé. Elle n'a jamais été remise en place. M. Agnus précise aussi que l'absence de lumière dans les parties communes vient d'infiltrations sur le toit. Des interventions provisoires ont été faites et d'autres sont prévues. Parfait, mais cela fait plus d'un an que tout cela ça dure ! Il serait temps d'y remédier.

Chez Hamaris, des locataires de petites maisons individuelles se voient refuser le remplacement de radiateurs "grille-pain" trop énergivores. Ils devront patienter au moins un an encore et surtout se geler cet hiver, de peur de ne pas pouvoir payer la facture d'électricité. Chez un autre, qui se chauffe au bois, le tubage de la cheminée qui a 13 ans doit être remplacé. Coût, 1500 euros, dépense qui incombe normalement à Hamaris, mais là aussi, refus ! Tout va donc très bien dans le logement social, les locataires ne sont toujours pas écoutés et aussi souvent méprisés.

Cela ne va pas s'arranger avec la délocalisation du service "Réclamations clients" à Auxerre. Regroupements et délocalisations, c'était à prévoir, merci Idelians !

MARIE-ROSE PATELLI

HOPITAUX : BONHEUR OU BONHEUR ?

Lors de sa réunion publique à Foulain le 10 novembre 2023, Egalité Santé arborait un calicot « *non à la fermeture de la chirurgie à Langres... Tous pour des hôpitaux bien dimensionnés et bien localisés* ». Enfin des revendications sensées proches de l'idée d'hôpitaux de proximité, réfléchis dans la géographie réelle du territoire, mettant en avant l'exigence de maintien de services que nous demandons depuis le début du Ségur. La sacro-sainte chapelle de Rolampont oubliée, nous allions pouvoir, sud et centre du département agir ensemble pour exiger les moyens nécessaires en lits et en personnel pour les hôpitaux de Langres et de Chaumont, et que le service public soit rendu au public.

L'embellie fut de courte durée. Dans son invitation à la réunion publique à Chaumont le jeudi 30 novembre, Egalité Santé nous invitait à une réflexion digne d'un sujet de philosophie pour les NULS autour des futurs hôpitaux : « bonheur ou leurre ». Ou, dit autrement, point de salut sans Rolampont. Communication manquée et incohérente, volonté de maintenir une certaine confusion dont Egalité Santé est coutumière ? Mystère !

Evidemment, le mot est un peu insolite, mais nous choisissons le bonheur, bonheur d'un hôpital dont on a tant parlé, plutôt que le leurre d'un point sur une carte, sans projet aucun. En s'acharnant aveuglément sur la localisation à Rolampont, qui serait, ce qui est faux, le lieu le plus ergonomique du territoire, Egalité Santé ne tient pas compte des lieux de vie des soignants et des patients. On ajoute de la fatigue à la fatigue, du stress au stress, du désintéret pour son travail, antithèses du bonheur. Pour être complet, le bonheur doit se gagner, à force de détermination collective. Personne ne nous en fera cadeau.



Dessin de Wolinski

CHÔMAGE : LES SENIORS DE PLUS DE 55 ANS DANS LE VISEUR

La violence sociale du capitalisme aux abois est sans limite. L'un des derniers avatars de cette pratique vise les séniors, autrement dit les plus de 55 ans. Mais moins de 64 ans puisque c'est au couperet d'un 49.3 et contre la volonté du monde du travail que furent infligées deux années supplémentaires de travail.

Sur le chômage, le gouvernement se livre à un jeu à double ou triple bande. Alors qu'un compromis, refusé par la Cgt car il prévoit une économie de 440 millions sur le dos des privés d'emploi, a été signé par trois syndicats et le patronat, l'exécutif se livre à un chantage sur le recul des droits et d'avantages déjà fortement réduits. Dans un document adressé aux syndicats et au patronat, il annonce suspendre l'application de tout accord en attente des négociations sur l'emploi des séniors qui devraient débiter sous peu.

Agissant ainsi, il s'octroie encore un peu plus le droit de décision sur l'usage et la destination des cotisations sociales destinées à la couverture chômage. Il fixe également des objectifs à moyen terme (2030) qui donnent sens à sa volonté d'arriver à un taux d'emploi de 65 % chez les 60-64 ans.

Le choix et les déclarations des ministres ne manquent pas de sel. D'un côté, Dussopt, l'opportuniste du Travail, mènera de front la condamnation pécuniaire aux plus de 55 ans et ses affres judiciaires en cours. De l'autre, un Bruno Le Maire, égal à lui-même, qui n'hésite pas à dénoncer la durée

d'indemnisation de 27 mois pour les plus de 55 ans, afin de la ramener à celle des plus jeunes, 18 mois. Il clame avec la morgue des nantis « le chômage, c'est la faute à ces fainéants de chômeurs », et *c'est une hypocrisie, une façon de [les] mettre à la retraite de manière anticipée (...)*.

Oui, il y a bien une violence sociale dans ces comportements et les contraintes morales, physiques et financières envers les séniors. Le besoin et l'urgence, c'est d'y opposer ensemble une force tranquille, mais déterminée.

G. TARDENOIS

L'INSEE BIEN EN RETARD...

Tandis que nous communiquions la semaine dernière « l'état de la pauvreté 2023 », édité par le Secours Catholique, l'Insee publiait deux jours plus tard l'étude de la pauvreté en France entre 2020 et 2021 !

Chiffres en hausse de 0,9 point (+ 690 000 personnes). Le taux passe de 13,6 % en 2020 à 14,5 % de la population en 2021, soit 10 millions de pauvres.

Le seuil de pauvreté à cette date, fixé à 60 % du revenu médian, était de 1 158 € pour une personne seule, situation de plus en plus fréquente et qui concerne surtout les femmes, notamment les femmes retraitées.

Nous vous laissons imaginer ce qu'il peut en être après les années 2022 et 2023 qui se caractérisent par une inflation « libre et non faussée » propice au gonflement des profits spéculatifs des possédants autant qu'à la chute du revenu des ménages.

MERCI À CELLES ET CEUX QUI AIDENT LE JOURNAL DES RETRAITÉS

Notre appel à la solidarité financière pour le Journal du retraité est entendu. Merci à Josiane, Denise, Bernard, Marie, Xavier, Maurice, A Jean-Claude et Gillette, Arlette, Marine, Denis et Fanfan, Élise, Liliane, Lucienne, Anne et Frank, Michel, Anna, Éric, Josette, Mohamed, Patrice, Michel, Jacqueline, Florent, Jean-Claude, Chantal, Christian, Luc, Gérard, Jean-Louis, François Jeanne et aux anonymes qui nous remettent leur obole chaque semaine au marché.

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉS CGT DE CHAUMONT

Nom et Prénom :

Verse.....euros

REMETTRE À UN.E MILITANT.E DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT